

X

LIBERATION Jospin en mal de crédit(s) 7/4/2001

Le Premier ministre semble vouloir éviter tout risque de conflit.

Le Premier ministre a arrêté sa position depuis des mois: il n'est pas question, pour lui, à un an de l'élection présidentielle, de se payer le luxe d'un conflit dans le secteur public. Lionel Jospin estime qu'il a gagné les législatives anticipées de 1997 grâce au terrible faux pas d'Alain Juppé en novembre 1995. Il n'a pas l'intention de commettre la même erreur. Au nom de cette logique, il a enterré, sans le dire, toute réforme des retraites avant 2002. Au nom de la même logique, il a demandé à Louis Gallois le retrait de «Cap Clients». Significativement, en milieu de semaine, ce qui inquiétait Matignon, c'était surtout la crainte de voir le PDG de la SNCF démissionner plutôt que d'être désavoué. C'est dire combien, dans l'esprit de Jospin, il n'a jamais été question d'une épreuve de force avec les cheminots.

«Pas d'ennuis», donc, tel est le mot d'ordre. Nanti de cette doctrine en acier, le chef du gouvernement peut s'afficher en toute quiétude au Brésil avec les chefs de la gauche brésilienne. Pourtant, sa posture pourrait lui valoir... pas mal d'ennuis. Car, dans le domaine de la fonction pu-

blique, qu'elles soient légitimes ou non, les concessions coûtent cher. Et font souvent boule de neige. Il y a les cheminots et les sages-femmes; il y a surtout la négociation en cours sur la revalorisation des traitements des fonctionnaires, qui a déjà été l'objet de plusieurs grèves. Sur ce dernier sujet, Jospin n'a pas encore tranché. Son attitude dans le conflit de la SNCF indique que l'heure n'est pas au bras de fer.

L'unité de ce genre de marchandage est le

ANALYSE

milliard de francs. Or le budget de l'Etat n'est pas inépuisable. La colonne «débit» est déjà grevée par diverses dépenses nouvelles engagées par l'Etat depuis janvier (un milliard pour la police, recrutement de magistrats supplémentaire) et les promesses à venir (financement de l'allocation pour les personnes âgées). La colonne «crédit», elle, perd ses excédents. Il est loin, le temps des cagnottes. Non seulement les surplus ont fondu, mais, selon les premières évaluations du ministère des Finances, ce sont 10 à 15 milliards de F qui pourraient manquer au budget 2001. Le

renversement n'est peut-être que provisoire, mais vient rappeler cruellement que la situation financière de l'Etat demeure fragile. Bref: Jospin n'a pas grand-chose à distribuer à ceux qu'il entend satisfaire.

Certes, ce n'est pas la première fois que le Premier ministre se trouve face à une équation impossible. Par le passé, il a su se dépatouiller des situations qui semblaient les plus bloquées. Ainsi, dès son arrivée à Matignon, il a su boucler le budget 1997, réputé infaisable. De même, il a concocté une médication originale (emplois jeunes, 35 heures, basculement de l'assurance-maladie sur la CSG) pour combattre un chômage contre lequel on avait soi-disant «tout essayé». Mais, à l'époque, il avait le temps, la force politique et la détermination. En 1999, grâce au retour de la croissance, il disposait encore du crédit nécessaire pour imposer des solutions nouvelles; il n'avait pas alors osé franchir le pas. Aujourd'hui, il n'a plus ni le temps, ni les soutiens politiques, ni les moyens pour se montrer audacieux. Les éventuels conflits à venir, il ne pourra que les gérer en limitant la casse ●

ERIC AESCHIMANN